



GRUPE DES 7 PARTIS POLITIQUES

COMMUNIQUE DE PRESSE DU G7

1. La semaine du 19 au 25 juin qui s'achève a été marquée principalement par la publication du message de l'Assemblée plénière de la Conférence Episcopale Nationale du Congo, CENCO, le vendredi 23 juin, et l'adoption, le même jour, par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies d'une résolution sur la situation des droits de l'Homme dans les provinces du Kasaï central et du Kasaï.
2. S'agissant de la CENCO, **le G7 félicite** nos Evêques pour le message lucide, clair, pertinent et courageux qu'ils ont adressé au Peuple congolais en ces moments très difficiles où, face à la répression d'un régime tyrannique et à la misère, certains Congolais tombent dans le découragement et dans le désespoir, comme s'ils se résignaient devant une certaine fatalité du destin.
3. **Le G7** relève la convergence entre les conclusions de la CENCO et celles qu'il a présentées au cours de son point de presse de mardi 20 juin sur la situation politique, sécuritaire, économique et sociale actuelle de notre pays, à savoir notamment que :
 - a. la RDC va très mal
 - b. la situation est grave et inacceptable sur tous les plans;
 - c. la cause principale de la crise actuelle est la non-organisation des élections conformément à la Constitution ;
 - d. la responsabilité de cette crise incombe à une minorité des concitoyens au pouvoir qui ont décidé de prendre en otage, par défi, la vie des millions des Congolais ;
 - e. la seule solution pour une sortie pacifique de la crise actuelle est la tenue des élections présidentielle, législatives et provinciales libres, transparentes, inclusives et crédibles avant décembre 2017 ;
 - f. l'Accord politique global et inclusif du 31 décembre 2016 a prévu les conditions requises en vue de l'organisation de telles élections. Il faut, par conséquent, le mettre en œuvre intégralement.
4. Face à la mauvaise foi et à l'entêtement de Joseph Kabila qui joue cyniquement au pourrissement, **le G7 soutient l'appel des Evêques aux Congolais de ne céder ni à la peur ni au fatalisme et de prendre en main leur destin commun.** En effet, aucun peuple au monde n'est condamné à perpétuité à croupir sous des régimes de dictature et à vivre dans la misère.
5. Pour **le G7**, le mot d'ordre est désormais : **« cap sur les élections ; les élections, rien que les élections avant le 31 décembre 2017, selon les conditions prévues par l'Accord de la Saint Sylvestre ».**

6. Le G7 s'engage à tout faire avec le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement pour contraindre le pouvoir à ne plus entraver la mise en œuvre de cet Accord et la CENI à organiser les élections présidentielle, législatives et provinciales avant décembre 2017.
7. Le G7 salue l'adoption par le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies d'une résolution sur la situation des droits de l'Homme au Kasaï qui prévoit le déploiement « d'une équipe d'experts internationaux indépendants en vue de déterminer les faits et les circonstances des violations des droits de l'Homme afin que leurs auteurs, quelle que soit leur affiliation, soient traduits en justice ».
8. Pour le G7, peu importe sa dénomination ou sa forme (*commission ou mission d'enquête internationale, groupe d'experts internationaux etc*), l'essentiel est que le mécanisme institué par la communauté internationale pour établir la vérité et situer les responsabilités, ait un mandat clair, l'indépendance, la liberté de mouvement et l'impartialité requises pour enquêter sur des crimes aussi graves dont sont victimes nos compatriotes au Kasaï.
9. Cependant, connaissant le mépris de Joseph Kabila pour les institutions internationales et sa manie de faire échec à leurs résolutions, il n'est pas évident, pour le G7, qu'il facilitera la tâche au groupe d'experts internationaux.
10. C'est pourquoi, le G7 invite le Gouvernement de la RDC à ne pas faire obstruction au travail des experts des Nations Unies chargés d'enquêter sur les violations des droits de l'Homme au Kasaï.
11. Dans le même sens, le G7 appelle les partenaires extérieurs et l'ONU à la vigilance ainsi qu'à la fermeté afin que Joseph Kabila ne bloque pas l'application de la résolution du Conseil des droits de l'Homme, et qu'ils préservent leur crédibilité.
12. Le G7 souligne, par ailleurs, que l'adoption de la résolution sus évoquée n'exonère pas les autorités congolaises de leur responsabilité de faire la lumière sur les crimes qui se commettent dans le grand Kasaï depuis l'année dernière et d'y mettre fin.
13. De même, pour le G7, c'est aux Congolais eux-mêmes que revient la tâche de rétablir l'ordre démocratique en RDC et d'obliger, par des fortes pressions, Joseph Kabila à libérer le processus électoral, seule solution durable à la crise actuelle.

Kinshasa, le 24 juin 2017

Pour le Président en exercice du G7

Le Vice-Président chargé des questions institutionnelles

Christophe LUTUNDULA APALA Pen'APALA

Député national

